



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 12 octobre 2017 (6^{ème} séance)

Délibération n° COM 2017-10-12/04

OBJET : Modification des indemnités de fonction des élus

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à 19h38, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MARCEL Edmond, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph
M. BARDAIL Jean à Mme CARDOVILLE Prisca

CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)

Mme OUJAGIR Nadia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Carol, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme RAMASSAMY Yvelle

A été élu secrétaire de séance : M. PORLON Pierre

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la délibération n°COM2014-05-03/34 du 16 mai 2014 portant sur la fixation des indemnités des élus ;

Vu la délibération n°COM2017-04-03/29 du 11 avril 2017 portant sur la fixation des indemnités des élus ;

Considérant que la Présidente n'exerce plus de mandat de député, il lui est désormais possible de bénéficier du versement d'une indemnité de fonction pour son mandat de Présidente de la CANGT.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des votants

DECIDE

ARTICLE 1 : De modifier les délibérations n°COM 2014-05-03/34 du 16 mai 2014 et n°COM 2017-04-03/29 du 11 avril 2017 relatives aux taux d'écêtement des indemnités.

ARTICLE 2 : D'adopter les taux de l'indemnité du montant du traitement brut correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (1022) versé aux élus communautaires, comme suit :

DÉLIBÉRATION CONCERNÉE	FONCTION	POURCENTAGE DU MONTANT DU TRAITEMENT BRUT CORRESPONDANT À L'INDICE BRUT TERMINAL DE L'ÉCHELLE INDICIAIRE DE LA FONCTION PUBLIQUE (1022)
N°COM 2014-05-03/34 du 16 mai 2014	Présidente	41,92 %
N°COM 2014-05-03/34 du 16 mai 2014	10 Vice-Présidents	29,50 %
N°COM 2017-04-03/29 du 11 avril 2017	25 conseillers communautaires ne disposant d'aucune délégation de fonction	5 %

ARTICLE 3 : Qu'un tableau récapitulatif est annexé à la présente délibération afin de préciser les bénéficiaires de l'indemnité, le taux retenu et le montant de l'indemnité attribué à chacun des élus.

ARTICLE 4 : De dire que ces indemnités sont calculées par référence à l'indice brut 1022 et que celles-ci subiront automatiquement les majorations du traitement indiciaire afférent à cet indice.

ARTICLE 5 : De prévoir que les crédits afférents sont inscrits au budget de la CANGT.

ARTICLE 6 : Tout changement de position des membres du conseil sera susceptible de modifier à nouveau cette répartition.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 7 : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Accusé de réception Préfecture n° :
971-200044691-20171012-COM20171012041-DE
Date de transmission à la Préfecture :
14/11/2017



La Présidente,


Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne à l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

